(N° 90.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1886-1887.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1887.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	2753.	Par pétition datée d'Aertrycke, le 24 décembre 1886,
	2802.	Le conseil communal d'Aertrycke appuie une péti-
	2816.	tion du conseil communal de Varssenaere et de Houttave, tendant à obtenir l'établissement d'un pont tournant en fer sur le canal d'Ostende à Bruges.
		Même demande du conseil communal d'Oostcamp, Varssenaere, Houttave, Saint-Michel.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
2.	2754.	Par pétition datée de Ninove,
		Des habitants de Ninove prient la Chambre de voter une loi d'amnistie complète en faveur des personnes condamnées à la suite des dernières grèves.
		Décision : *Ordre du jour.*
3.	2755.	Par pétition datée de Saint-Gilles, le 25 décembre 1886,
		Le sieur Demolière, à Saint-Gilles, demande itérativement un emploi ou un secours.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
4.	2756.	Par pétition datée de Bihain, le 22 décembre 1886,
	2824.	Des conseillers communaux de Bihain prient la Chambre de dispenser les communes de l'obligation de payer un traitement d'attente aux instituteurs en disponibilité. Même demande de conseillers communaux de Laroche, Halleux. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
5.	2759.	Par pétition datée de Rupelmonde, Des pêcheurs de Rupelmonde demandent à pouvoir faire usage de l' « Ankerkuil » depuis le coude d'Anvers à la frontière hollandaise. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
6.	2760.	Par pétition datée d'Oostcamp, le 30 novembre 1886, Le conseil communal d'Oostcamp prie la Chambre d'autoriser la réinstallation et l'amélioration de la gare de cette localité. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
7.	2763.	Par pétition datée de Turnhout, Des secrétaires communaux de l'arrondissement de Turnhout demandent la revision de l'article 9 de la loi du 30 mars 1861, concernant la caisse de prévoyance instituée en faveur des secrétaires communaux. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
8.	2765.	Par pétition datée de Jemeppe-sur-Meuse, le 15 novembre 1886, Des habitants des deux rives de la Meuse et des communes voisines demandent le rachat par l'État du pont de Seraing. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
9.	2767.	Par pétition datée de Boisschot, le 27 décembre 1886, Le sieur Dupont, à Boisschot, se plaint de ce qu'un pontonnier de la Grande-Nèthe exerce un commerce. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
10.	2768.	Par pétition datée de Verviers, le 25 décembre 1886, Le sieur Gillet, ancien employé de l'administration des chemins de fer de l'État, à Verviers, victime d'un accident, demande une pension. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
11.	2770.	Par pétition datée du Havre, le 3 janvier 1887, Le sieur Dequévy, au Havre, ancien soldat, congédié pour infirmité contractée au service, demande une pension. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
12.	2771.	Par pétition datée de Rotheux-Rimière, le 24 novembre 1886, Des conseillers communaux de Rotheux-Rimière demandent l'établissement d'une ligne de chemin de fer de Liége, Angleur, hauteur d'Ougrée, Lize, Boncelles, Plainevaux, Rotheux-Rimière à Clavier-Terwagne. Même demande d'habitants de Seraing. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
13.	2775.	Par pétition datée de Bastogne, le 5 janvier 1887,
	2820.	Des conseillers communaux de Bastogne demandent que les approvisionnements d'avoine, pour l'armée, soient entièrement de graines indigènes. Même demande d'habitants de Bastogne, de conseillers communaux et d'habitants de Wibrin, Septon, Petite-Somme, Palange, Borlon et Oneux. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
14	2778.	Par pétition datée de Jemelle-Rochefort, le 9 janvier 1887, Le sieur Henrotin, à Jemelle-Rochefort, se plaint de l'arrêt d'un jugement prononcé contre lui. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
15.	2779. 2809.	Par pétition sans date, D'anciens instituteurs communaux de diverses localités demandent à rentrer dans leurs droits à la pension. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
16.	2828.	Par pétition datée de Stembert, Des instituteurs libres de l'arrondissement de Verviers demandent qu'on leur compte pour la pension les années passées dans l'enseignement libre. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
17.	2780.	Par pétition datée de Bruges, le 4 janvier 1887. Le sieur Maertens-Roelens, à Bruges, demande la régularisation de l'état civil d'une personne dont le nom est contesté. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
18.	2782.	Par pétition datée de Verviers, Des habitants de diverses localités demandent l'institution de commissions de contrôle pour la vérification des denrées alimentaires et particulièrement des farines. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
19.	2785.	Par pétition datée de Bruxelles, le 25 décembre 1886, Les président et secrétaire du « Willemsfonds », à Bruxelles, prient la Chambre de voter une loi stipulant que, dans la partie du pays où la majorité de la population parle la langue des Flamands, et à partir de 1892, aucun fonctionnaire ni employé de l'ordre judiciaire, civil ou militaire ne peut être nommé,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	

à moins de justifier d'une connaissance complète de cette langue.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20. 2786. Par pétition datée d'Anvers, le 29 décembre 1886,

Le comité de « La Libre-Pensée d'Anvers » prie la Chambre de ne prendre aucune des mesures recommandées aux Législatures et aux Gouvernements des différents pays par le congrès antisemitique réuni à Bucharest en septembre 1886.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

21. 2787. Par pétition datée de Semmersake, le 14 janvier 1887,

Le sieur Lippens, à Semmersake, demande que l'autorité militaire, avant de rappeler sous les drapeaux des miliciens en congé illimité à charge desquels une plainte serait déposée, ouvre une enquête contradictoire sur l'objet de la plainte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

22. 2788. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 décembre 1886,

Le président et des membres de la « Fédération des secrétaires communaux du Royaume » prient la Chambre de reviser la loi du 30 mars 1861 relative à la caisse de retraite des secrétaires communaux et notamment de modifier la base du calcul des pensions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

23. 2790. Par pétition datée de Grandhan, le 15 janvier 1887,

Le sieur Pikray, à Grandhan, demande la prompte nomination d'un notaire à Durbuy.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

24. 2792. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 décembre 1886,

Les délégués des greffiers-adjoints surnuméraires des tribunaux de première instance de Belgique demandent une amélioration de position.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
25.	2800.	Par pétition datée d'Offagne, le 12 janvier 1887,
	2810.	Des habitants d'Offagne demandent l'achèvement de la ligne Athus-Meuse. Même demande d'habitants d'Opont. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
26.	2803.	Par pétition datée d'Alost, le 17 janvier 1887, Des habitants d'Alost prient la Chambre de rendre valable, pour être admis à exercer les fonctions de notaire, le stage fait dans un bureau d'enregistrement. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
27.	2804.	Par pétition datée de Loochristy, le 19 janvier 1887, Le sieur Van Damme, à Loochristy, demande une réhabilitation et une indemnité pour avoir été arrêté injustement et conduit en prison. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
28.	2805.	Par pétition datée d'Angre, le 18 janvier 1887, Le sieur Bernier, à Angre, se plaint de ce que la commune d'Estinnes-au-Mont refuse de lui payer la somme de 233 francs pour avoir dressé les tables alphabétiques des anciens registres paroissiaux de l'état civil. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
29.	2806.	Par pétition datée de Bruxelles, le 18 janvier 1887, Le sieur Schepens, ancien surveillant à l'athénée de Bruxelles, demande que le diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur, soit compté pour trois années de service dans la liquidation de sa pension. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
30.	2807.	Par pétition datée de Soignies, Des propriétaires de Soignies prient la Chambre de réduire les frais d'expulsion des locataires en défaut de paiement. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
31.	2811.	Par pétition datée de Beveren, le 21 janvier 1887, Le sieur Demoor, à Beveren (Waes), se plaint itérativement de ce que l'administration de la gendarmerie de cette localité refuse, malgré sa promesse, de lui payer les frais qu'a entraînés le rétablissement de son fils, victime d'une imprudence commise par un des hommes de ce corps et sollicite un secours. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
32.	2812.	Par pétition datée de Wavre, le 20 janvier 1887, Le conseil communal de Wavre demande itérativement que le fonds commun, établi par la loi du 14 mars 1876, ne soit maintenu qu'au profit des aliénés, des aveugles et des sourds-muets, et que sa part d'intervention soit réduite à la moitié des frais. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
33.	2813.	Par pétition datée de Courtrai, le 19 janvier 1885, Le juge de paix du premier canton de Courtrai propose une modification à l'article 2 de la loi du 12 juin 1816. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
34.	2817.	Par pétition datée de Charleroi, le 16 janvier 1887, Le délégué des commissaires de police de l'arrondissement de Charleroi demande l'institution d'une caisse de retraite en leur faveur, ou leur affiliation à celle des secrétaires communaux. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
35.	2818.	Par pétition datée de Charleroi, le 24 janvier 1887, Le sieur Menard, à Charleroi, demande l'institution d'une caisse de pension en faveur des invalides du travail. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
36.	2819.	Par pétition datée de Gand, le 25 janvier 1887, Les président et secrétaire de l' « Union pharmaceutique de la Flandre orientale », à Gand, prient la Chambre d'interdire le cumul des professions de médecin et de pharmacien. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
37.	2823.	Par pétition datée de Vorst, le 26 janvier 1887, Des conseillers communaux de Vorst demandent le rétablissement de la vicairie dans la paroisse Sainte-Gertrude de cette localité. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
38.	2826.	Par pétition datée de Péruwelz, le 27 janvier 1887, Le sieur Rousseaux, à Péruwelz, prie la Chambre d'étendre aux professeurs agrégés, diplômés des écoles normales moyennes de Bruges et de Nivelles, les dispenses accordées par l'article 7 du Recueil administratif des contributions directes, douanes et accises. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
39.	2827.	Par pétition datée de Coxyde, le 27 janvier 1887, Le sieur Lacoutere, à Coxyde, prie la Chambre de maintenir le traitement d'attente des instituteurs en disponibilité. DÉCISION : *Ordre du jour.*